

Qu'est-ce que le populisme ?

Author : Laurent Bouvet

Categories : [Politique](#)

Date : 15 novembre 2016

Le spectre du populisme hante à nouveau l'Europe. Partout ou presque, des partis qui s'en réclament plus ou moins ouvertement gagnent des voix et du terrain. Une telle résurgence, dont les causes sont multiples et difficiles à cerner à coup sûr, met en relief les défauts de la démocratie, tout particulièrement si on s'en tient à son versant « représentatif ». Dès lors qu'on fonde la légitimité politique sur l'assentiment du peuple, celui-ci, en raison même des ambiguïtés de sa définition, peut se révéler tout aussi indispensable que dangereux pour la liberté, *a fortiori* lorsqu'il ne s'estime plus représenté par « ses » élites. Le populisme est ainsi et indissociablement à la fois le mal (comme contraire du bien) de la démocratie et le mal comme symptôme que quelque chose ne va pas dans la démocratie. En effet, si le peuple n'a pas toujours raison, il a en revanche toujours ses raisons dans une démocratie[1]. Des raisons qui doivent être écoutées, comprises voire entendues sous peine de dérive... populiste précisément.

Le populisme : un « style politique »

La principale difficulté pour cerner le populisme tient à la variété des mouvements politiques qui s'y rattachent ou que l'on y rattache[2]. Dans son ouvrage de référence sur le sujet[3], Margaret Canovan identifie deux grandes catégories de populisme : agraire et politique. Elle affine ensuite sa typologie des deux ensembles. Trois populismes sont « agraires » : le radicalisme fermier américain, les mouvements paysans d'Europe de l'Est, le socialisme agraire (qui est un mouvement intellectuel) des narodniki russes, et quatre sont « politiques » (modernes) : la dictature populiste (modèle péroniste latino-américain), la démocratie populiste (modèle suisse avec une démocratie participative développée), le populisme réactionnaire (telles que ceux d'un George Wallace aux Etats-Unis ou d'un Enoch Powell au Royaume-Uni), et enfin celui qu'elle appelle des « politiciens » (catégorie fourre-tout pour les responsables politiques qui en appellent au peuple afin notamment de dépasser le clivage droite-gauche).

A côté de cette première méthode d'identification typologique, Pierre-André Taguieff en propose une autre, fonctionnelle, à partir de ce qu'il caractérise comme « style politique »[4], comme une attitude d'ensemble, plutôt qu'un régime, une théorie ou une idéologie. A ses yeux, le populisme naît fondamentalement du mécontentement du peuple à l'égard de la manière dont il est gouverné. C'est l'incrimination d'une élite, objet de la protestation et ordonnatrice des dysfonctionnements

politiques, qui le caractérise spécifiquement, par rapport aux multiples formes historiques du mécontentement et de la protestation des gouvernés. La distance et la séparation de l'élite et du peuple est ainsi au cœur du phénomène populiste. Pour qu'il y ait populisme, il faut que cet écart soit souligné et expliqué, toujours dans le même sens : l'élite, paradigme de l'autre radical et inconciliable, est responsable du malheur du peuple. Celui-ci a toujours raison de vouloir protester et il convient donc de lui en donner les moyens. C'est le rôle du leader populiste : celui qui comprend le peuple et lui permet d'exprimer sa colère. Le chef populiste fait alors « appel au peuple », car seul celui-ci détient la vérité. Le peuple est réifié et défini par une essence : il est non seulement la seule source de légitimité politique mais aussi incorruptible, bon et vertueux.

Le populisme peut dès lors être lu comme la dérive ou l'altération des différentes figures du peuple politique contemporain : démocratique, social et national[5]. Chacune de ces dimensions du peuple fait en effet figure de sujet populiste en puissance. Elles apparaissent de manière récurrente dans les caractéristiques descriptives des mouvements, partis et leaders populistes. De deux manières : par construction d'abord, en raison de l'ambiguïté même de la définition du peuple et de l'ambivalence populiste, chaque dimension populaire de la modernité politique comportant en quelque sorte son double populiste ; par déploiement critique ensuite puisque la crise des trois « questions » politiques telle qu'on peut l'observer et la décrire aujourd'hui donne une nouvelle vigueur à la tentation populiste, celle qui conduit au néopopulisme actuel que l'on constate en Europe occidentale notamment.

Populisme et démocratie

Le populisme est indissociable de la démocratie moderne dans la mesure, d'abord, où celle-ci est représentative. Dès lors qu'il y a représentation, il y a trahison de la volonté du peuple démocratique moderne, souverain un et indivisible. Rousseau a été le premier à le dire : « *la volonté générale ne se représente pas* ». Toute manière de (re)créer des divisions en son sein (de classe sociale, de territoire, d'identité ethnique, raciale ou de genre...) revient à nier l'idée d'une égalité politique fondamentale en même temps qu'elle entraîne mécaniquement le risque de l'éloignement des représentants par rapport aux représentés. Malheureusement, la représentation est indispensable dans les Etats modernes, peuplés et étendus. Le populisme s'installe dans cette faille structurelle de la démocratie moderne, dans ses incertitudes fondatrices. Il est, pour certains, le corollaire incontournable du constitutionnalisme dans les démocraties modernes : « *ces deux composants, le populisme et le constitutionnalisme [...] tendent à tenir ensemble les notions de 'règne du nombre', que la souveraineté de la majorité (majorité identifiée éventuellement à la totalité) exprime, ce qui peut lui conférer une figure anti-représentative, démagogique, nationaliste et autoritaire, et de 'règne du droit' sans lequel, en l'absence de garantie constitutionnelle pour les individus et les minorités, l'implication du monde réel est qu'une partie du peuple devient un non-peuple, une partie exclue' (Sartori).* »[6] Les deux faces, populiste (vox populi vox dei) et

constitutionnelle, rédemptrice et pragmatique, de la démocratie étant celles d'une même pièce ; le populisme étant bâti sur la promesse démocratique qu'il prétend accomplir.

La démocratie représentative conduit également à la formation d'une élite de représentants, dont l'activité même se détache de celle des représentés. Pour le populisme, la division politique passe par la ligne de partage de la représentation (entre représentants et représentés) et non par le peuple, toujours un. Si la volonté du peuple vient elle-même à se diviser, ce ne peut qu'être de la faute de la représentation elle-même. Ce qui explique pourquoi la démocratie directe, le référendum et le plébiscite sont les armes préférées des populistes. Ils se situent dans l'espace démocratique dont ils contestent la forme et les pratiques mais pas le cœur de la légitimité populaire. Seul un chef charismatique, proche du peuple – la dimension narrative de son personnage public comme issu du peuple étant centrale – peut incarner, et non représenter donc, la volonté de celui-ci.

L'assimilation du populisme à une pathologie de la démocratie[7] conduit souvent à limiter sa portée politique à « l'extrême droite ». Or historiquement – et thématiquement – le populisme dépasse largement le cadre des formations et partis que l'on qualifie généralement ainsi. De la même manière, on constate que les observations sur la dérive oligarchique et élitaire de la démocratie se sont largement développées en dehors du cadre populiste – certaines de ces approches ont même débouché sur des théories dites « élitistes » de la démocratie – celles d'auteurs tels que Mosca, Pareto et Schumpeter ou, appliquées aux partis politiques, de Ostrogorski ou Michels. Dans cette perspective qui finit par limiter la démocratie représentative (libérale !) au gouvernement des élites en compétition pour le pouvoir, comme c'est le cas chez Robert Dahl par exemple[8], la moindre critique à l'égard d'un tel système peut aisément être perçue comme une menace populiste. Et le populisme se retrouva donc potentiellement partout lorsque l'on évoque autre chose qu'une démocratie purement procédurale ! Toute critique émise à l'égard de la représentation, des élites partidaires ou parlementaires, toute revendication de démocratie directe ou « substantielle » peut alors être rangée dans la catégorie du populisme. Le clivage entre élitistes et populistes se superpose donc davantage qu'il ne s'ajuste à celui entre élite et peuple : *« un membre de l'élite peut [très bien] être populiste, et un membre des petites classes moyennes peut avoir [au contraire] des vues élitistes. »*[9]

Populisme et question sociale

A côté du peuple démocratique, le peuple social peut également être un sujet populiste. Il s'agit en effet du bas peuple, celui des « petits » contre les « gros »[10], de la plèbe contre les privilégiés, de la masse des pauvres contre le petit groupe des riches. Thèmes privilégiés d'un populisme qui

n'est plus ici tant une protestation contre une trahison du « haut » que la contestation d'une coupure insupportable dès lors qu'elle devient trop criante et surtout permanente entre une partie et l'autre de la société. Ainsi, par exemple, ce populisme « social » naît-il lorsque la mobilité sociale se ralentit ou s'arrête, lorsque l'accès aux ressources rares matérielles et symboliques devient un privilège et non plus la juste récompense d'un talent ou d'un mérite. La faillite des élites n'est plus attribuable ici à leur faible représentativité ou à leur corruption morale mais à leur faculté de se reproduire entre elles. La question n'est donc plus de savoir qui gouverne mais dans quel but et surtout pourquoi celui qui gouverne, sans jamais abandonner le pouvoir autrement qu'à ses semblables, est aussi celui qui possède ou celui qui sait – le populisme est aussi bien ici un anti-intellectualisme. Si l'on poursuit l'exemple de la science politique américaine avancé plus haut, la critique s'adresse moins cette fois à la forme « polyarchique » décrite par Dahl qu'à l'interpénétration des élites mise en évidence par Wright Mills.[11] La thèse de Dahl induit des élites distinctes dont la concurrence pour le pouvoir conduit à un équilibre qui garantit le pluralisme, alors que celle de Mills (celle d'une super-élite ou d'une élite des élites) voit celles-ci monopoliser le pouvoir grâce à l'interpénétration des différentes sphères dont elles sont issues.

Si le peuple social ne s'épuise pas dans le peuple-classe sur lequel la gauche a construit sa vision du peuple dans la seconde moitié du XIXe siècle, c'est parce qu'aux yeux des populistes, il n'a pas pour débouchés la révolution et le renversement de l'ordre social. Le but social du populisme, c'est l'unité du peuple, la suppression de la coupure entre « petits » et « gros » telle qu'on vient de l'évoquer. Qu'il s'agisse, a minima, de rétablir la circulation entre le haut et le bas de la société, de changer le comportement aussi bien moral qu'économique de l'élite, ou bien de changer d'élite. Mais l'ordre social, la propriété individuelle et la nécessité d'une hiérarchie demeurent des éléments intangibles de la panoplie populiste. On est donc loin de la lutte des classes. Ce qui rend difficile l'interprétation du « *populisme de gauche* » et plus généralement la compréhension du populisme du point de vue des seuls déterminants socio-économiques ou du matérialisme, des intérêts ou de la classe, qu'il s'agisse du marxisme ou du libéralisme. Pour les populistes, « *la neutralité axiologique des classes dominantes, invoquée pour des raisons d'efficacité, apparaît sous un jour différent : comme l'habile camouflage de la morale des puissants et des vainqueurs.* »[12]

La condamnation de l'élite, de son refus de se mélanger avec le peuple, de la reproduction sociale que cela induit, etc., tout cela est compris et combattu d'un point de vue moral et non social, même si la distinction reste sociale. Cette articulation complexe entre « morale » et « social » est particulièrement bien rendue dans l'expression « décence ordinaire (ou commune) » (common decency) que George Orwell utilise à plusieurs reprises dans son œuvre non fictionnelle et que Bruce Bégout définit ainsi : « *Le socialisme orwellien veut fait de la décence commune une sorte de principe pour l'édification d'une société nouvelle, plus égalitaire et fraternelle. Mais pour ce faire,*

il est nécessaire de conserver le monde quotidien et ses formes de vie ordinaires. [...] Il faut s'y résoudre, car la morale comme la politique commencent certainement par là : on ne peut échapper à la vie ordinaire. [...] La décence ordinaire signifie donc que la manière de vivre des classes populaires est déjà digne de respect en soi, et non pas parce qu'elle serait le signe scandaleux d'une inégalité sociale ou d'une misère économique (ce qu'elle est aussi, mais à un autre niveau).
»[13]

National-populisme

Le troisième peuple, le peuple national, est sans doute le plus facile à relier au populisme. Ainsi les mouvements populistes qui se sont développés ces dernières années en Europe, comme nombre de ceux qui les ont précédés, sont-ils pour la plupart ouvertement nationalistes. La division nécessaire à l'existence de la nation entre un « nous » et un « eux » facilite la tâche populiste ; elle permet de circonscrire précisément l'ennemi du peuple dans la figure de l'autre.[14] Une altérité radicale qui n'est plus liée à la détention d'un pouvoir ou d'une position sociale mais à une identité culturelle ou ethno-raciale, par exemple, bien plus forte que des intérêts. L'ennemi est plus facile à désigner et à combattre s'il est différent de soi, s'il ne peut y avoir aucun doute ou aucun lien. En démocratie, l'élite politique ou sociale la plus fermée, la plus rétive à la mobilité sera toujours plus ouverte que la frontière qui nous sépare de l'autre radical, de celui que l'on n'est pas mais que l'on ne veut surtout pas devenir.

Il y a deux dimensions dans ce « national-populisme » selon l'expression réservée par Taguieff au Front national à partir des années 1980 pour décrire un populisme à la fois protestataire et identitaire.[15] Celle, classique, de la recherche permanente et nécessaire du bouc émissaire des malheurs nationaux qu'il s'agisse de l'étranger à l'extérieur des frontières nationales (principe de la xénophobie) ou d'un élément étranger au corps national dans les frontières elles-mêmes (principe de l'antisémitisme), le racisme jouant le rôle de forme mixte entre ces deux « modèles ». Celle, plus récente et qui se développe avec l'ouverture des frontières, l'accélération des échanges et de la mobilité internationale : le ressentiment d'un peuple peu mobile par obligation et perdant de l'ouverture (mondialisation, délocalisation du travail, pression de l'immigration...) contre une élite qui n'est plus seulement distante en raison de son pouvoir politique et socio-économique mais désormais aussi culturel et international. Cette nouvelle distance accentuant la différenciation de ses membres par rapport au peuple, augmentant aux yeux de celui-ci, leur altérité radicale (modes de vie, de consommation, pratiques culturelles...). Si la distance classique à l'élite dans la démocratie libérale, malgré le pouvoir et malgré la différence sociale, était encore un écart entre « semblables » (parlant la même langue, partageant la même culture, la même histoire, ayant des modes de vie et des valeurs proches...), c'est-à-dire une simple différence de degré, elle tend à devenir aujourd'hui une différence de nature.

[1] Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, tr. fr. Paris, Seuil, 2008.

[2] Voir le classique : Ernest Gellner & Ghita Ionescu (eds.), *Populism : Its Meaning and National Characteristics*, London, Weinfeld & Nicolson, 1969. En français, l'ouvrage de Guy Hermet, *Les Populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard, 2001 et celui, collectif, dirigé par Jean-Pierre Rioux, *Les Populismes*, Paris, Perrin, 2007 [1997], donnent un bon aperçu théorique, géographique et historique du phénomène.

[3] Margaret Canovan, *Populism*, London, Junction Books, 1981.

[4] Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste. Essai sur les démagogies à l'âge démocratique*, Paris, Flammarion, 2007 [2002], p. 9 (préface à la nouvelle édition).

[5] Sur les « trois peuples », voir Laurent Bouvet, *Le Sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*, Paris, Gallimard, 2012.

[6] Jean Leca, « La démocratie à l'épreuve des pluralismes », *Revue française de science politique*, 46 (2), 1996, p. 231.

[7] Dominique Reynié, *Populismes : la pente fatale*, Paris, Plon, 2011 ; Cynthia Fleury, *Les Pathologies de la démocratie*, Paris, Fayard, 2005 et Cas Mudde, *The Populist Radical Right: A Pathological Normalcy*, Malmö, Willy Brandt Series of Working Papers in International Migration and Ethnic Relations, 3/2007.

[8] Robert Dahl, *Qui gouverne ?*, tr. fr., Paris, Armand Colin, 1971 [1961] et *On Democracy*, New Haven, Yale UP, 1998.

[9] Jeffrey Bell, *Populism and Elitism. Politics in the Age of Equality*, Washington, Regnery Gateway, 1992, p. 5.

[10] Pierre Birnbaum, *Genèse du populisme: Le peuple et les gros*, Paris, Pluriel, 2012.

[11] Wright Mills, *L'élite du pouvoir*, tr. fr., Paris, François Maspéro, 1969. Nouvelle édition chez Agone, 2012.

[12] Jacques Julliard, « Populisme. Un concept anticorps », *Le Débat*, n°160, mai-août 2010, p. 253.

[13] Bruce Bégout, *De la décence ordinaire*, Paris, Allia, 2008, p. 69-70.

[14] Michel Niqueux et Alexandre Dorna (dir.), *Le Peuple, cœur de la Nation ? Images du peuple, visages du populisme (XIXe-XXe siècles)*, Paris, L'Harmattan, 2004. [15] Pierre-André Taguieff, « La doctrine du national-populisme en France », *Etudes*, 364 (1), janvier 1986, p. 27-46 et *Le nouveau national-populisme*, Paris, CNRS, 2012.